

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 26 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG

2-4 rue Joseph Nicéphore-Niepce
69740 Genas

Référence : N2-2026-062

Code AIOT : 0006301640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction - MMR technique cuves acides

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 - Perte d'utilités électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MMR technique cuves acides	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1	Avec suites, Astreinte	Astreinte	/
6	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
4	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
5	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
8	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
9	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
11	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en place d'une seconde barrière technique sur les cuves d'acide du site, de type Work-Flow, le calendrier a été décalé au 31 mars 2026. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre cette barrière technique dans les meilleurs délais. Dans cette attente, l'établissement ne satisfait pas à son arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021. Il est proposé au préfet une liquidation partielle de l'astreinte journalière du 25 avril 2022.

Sur la partie relevant de l'action nationale « Perte d'utilités électriques », la conception des installations permet leur mise en sécurité sans intervention humaine et sans secours électriques en cas de perte d'alimentation électrique.

L'exploitant a identifié les conséquences sur les équipements de l'établissement d'une perte de l'alimentation électrique dans une note technique. Les actions à réaliser par le personnel de l'établissement y sont également décrites. Il est demandé à l'exploitant de formaliser certaines actions qui seraient mises en œuvre en cas de coupure d'électricité et de référencer cette procédure dans le POI de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MMR technique cuves acides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mélange incompatible
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/06/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020 dans un délai 8 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.
Constats :
<u>Contexte :</u>

L'exploitant a mis en place deux mesures de maîtrise des risques sur les cuves d'acides. Ces deux mesures sont constituées d'un pressostat et d'une poignée d'assentiment (dit système homme-mort). La première mesure pressostat peut être qualifiée de mesure de maîtrise des risques techniques. La seconde mesure, la poignée d'assentiment, ne peut pas être considérée comme une mesure de maîtrise des risques techniques. Ce constat a été confirmé par le rapport d'expertise de l'INERIS du 13 décembre 2023.

Constat du 25/06/2025 :

BRENNTAG a indiqué à l'inspection avoir opté pour la mise en œuvre, pour l'ensemble de ses sites en France, du système Work-Flow.

Ce système est déjà installé sur un site de BRENNTAG en Normandie et a déjà fait l'objet d'une analyse de la part de l'INERIS, qui conclut à la validation du caractère technique de ce dispositif.

Cependant, le système prévu pour le site de Saint-Herblain étant un peu différent de celui de Normandie, la société BRENNTAG a sollicité de nouveau l'INERIS pour analyser le système prévu sur Saint-Herblain.

La commande a été passée mi-juin 2025 à l'INERIS avec un délai annoncé de 8 semaines pour le rendu de l'étude. En parallèle, les sociétés sous-traitantes ont été sollicitées pour la mise en œuvre du système, et le prestataire est en cours de sélection.

La date cible de mise en œuvre de la barrière est prévue pour la fin d'année 2025.

Constat du 09/12/2025 :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport établi par l'INERIS en date du 03/10/2025 et relatif à la qualification de la barrière Workflow en tant que barrière technique. Ce rapport évalue la mise en œuvre de la barrière de sécurité Workflow sur le site de Saint-Herblain afin de s'assurer qu'elle répond toujours aux prescriptions fixées par l'INERIS lors de l'évaluation de cette barrière sur le site BRENNTAG de Normandie.

L'étude conclut que le cahier des charges techniques de la barrière Workflow fourni par BRENNTAG pour cette étude s'est basé sur le principe de fonctionnement présenté dans le rapport Ineris - 202675 - 2257379 - v3.0 ainsi que ses recommandations afin de maintenir le caractère d'équivalence technique de la barrière tel que défini par l'INERIS.

L'INERIS définit plusieurs conditions de mise en œuvre pour assurer la fiabilité opérationnelle.

L'exploitant a également transmis le planning pour la mise en place de cette MMR, qui serait achevée au 31 mars 2026. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que la mise en place serait réalisée par la société SPIE. L'exploitant souligne que l'approvisionnement peut être difficile et pourrait retarder la mise en œuvre.

Compte tenu du rapport établi par l'INERIS, la barrière Workflow, qui sera mise en œuvre par l'exploitant, est considérée comme une barrière technique.

Dans l'attente de sa mise en œuvre, le site de BRENNTAG Saint-Herblain ne dispose pas de deux barrières techniques indépendantes sur les cuves d'acides chlorhydrique, nitrique et sulfurique, et ne satisfait pas à son arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : Il est demandé à l'exploitant de :

- **procéder, dans les meilleurs délais, à la mise en place de la barrière technique appelée Workflow, en prenant en compte les conditions de mise en œuvre définies par l'INERIS ;**
- **transmettre le bon de commande signé pour la mise en place de la barrière technique ;**
- **préparer les documents relatifs à l'état initial et au programme de surveillance de la MMR ;**

En cas de retard dans la mise en oeuvre de cette MMR, il convient d'informer l'inspection dans les plus brefs délais.

Dans le cadre de l'instruction du réexamen de l'étude de dangers, une demande complément sera effectuée pour intégrer cette MMR à celle-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte

N° 2 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

Constat du 25/06/2025 :

[...]

Visite terrain :

Lors de la visite sur site, l'inspection a relevé une fuite (goutte à goutte dans la rétention) au niveau de la cuve 309. Cette cuve fait partie du PMII.

Réponse de l'exploitant :

Une fuite (goutte à goutte dans la rétention) a été constatée au niveau de la bride de pied de cuve de la cuve n°309 lors de l'inspection. Cette fuite est donc constatée un peu moins de 3 mois après la visite de routine réalisée par Bureau Veritas. Le rapport technique du 03 mars 2025 mentionne l'absence de fuites au niveau des brides.

La fuite a été réparée le 31 juillet 2025.

Le bon d'intervention et le rapport d'intervention ont été transmis à l'inspection des installations classées.

Constat du 09/12/2025 :

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de fuite au niveau des cuves n°309. Une intervention a

également été réalisée sur la cuve n°313.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

L'établissement dispose d'une note technique relative aux « impacts et mesures associées à la perte des différentes utilités ». Pour le fonctionnement des installations, le site a besoin d'électricité et d'air comprimé.

L'alimentation en électricité du site est assurée par le réseau public de distribution par un branchement en basse tension.

L'alimentation en air comprimé est assurée par plusieurs compresseurs électriques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

Dans sa note technique, l'exploitant a identifié les équipements sensibles et les conséquences en cas de perte d'utilité. La note évalue la criticité de ces équipements (impact imminent sur la sécurité des installations) quand les équipements ne sont pas redondants et/ou secourus électriquement. Aucun équipement n'est considéré comme critique.

La note précise que les commandes des équipements du site sont toutes en sécurité positive. Ainsi, en cas de perte d'électricité, les équipements cessent de fonctionner et les installations se mettent automatiquement à l'arrêt.

La perte d'air comprimé est identifiée par l'exploitant dans sa note. La perte d'électricité entraînant l'impossibilité du pilotage des vannes de pied de cuve.

Certains équipements informatiques, de sécurité et de sûreté sont branchés sur batteries ou disposent d'une alimentation autonome (sprinklage).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Comme vu précédemment, la mise à l'arrêt des installations ne nécessitent pas d'action particulière de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• Les vannes des réservoirs sont à sécurité positives et se ferment sans actions humaines ou automatisme.• Les pompes ne sont plus alimentées. Les portes coupe-feu de l'établissement se ferment automatiquement en cas de coupure d'électricité. L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• La coupure d'électricité est constatée lors de l'arrêt des équipements. Il n'y a pas de système d'alarme spécifique.• La poursuite de la production n'est pas possible. La manutention de produit serait néanmoins possible dans la limite de l'autonomie des transpalettes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

Aucune action de l'exploitant n'est nécessaire pour l'arrêt des installations. Le temps nécessaire pour cet arrêt est immédiat (coupure des pompes) ou rapide (temps de fermeture des vannes). Le maintien en fonctionnement des équipements disposant de batteries ou d'une alimentation autonome ne nécessite pas d'action de la part de l'exploitant.

La note technique prévoit des actions après l'arrêt des installations :

- Identification de l'origine de la panne : interne ou externe ;
- Alerte interne et prise de contact avec le fournisseur d'énergie. Aucun contact n'est identifié dans la note ou dans le POI de l'établissement ;
- Vérification de fonctionnement des onduleurs, des batteries, des BAES ;
- Fourniture à chaque chef d'équipe de Talkie-walkie ;

La réaction des installations, en cas de coupure de l'électricité au niveau de l'établissement, n'a pas été testée en exercice. Cependant celle-ci a été constatée lors de coupures inopinées du réseau de distribution local d'électricité. L'exploitant indique ne pas avoir rencontré de difficulté dans la mise en sécurité, lors de ces événements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : Il est demandé à l'exploitant :

- d'inclure la note technique en tant qu'annexe au POI ou de faire un renvoi du POI vers la note technique ;
- de préciser dans le POI et la note technique le contact chez le fournisseur d'énergie ;
- de former et tester le personnel à l'application des actions à mettre en œuvre en cas de coupure d'électricité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

<p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>La note technique précise comment peuvent être assurés le suivi de certaines installations ou les mesures palliatives possibles.</p> <p>Ce point est complété en partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : Il est demandé à l'exploitant de formaliser les actions à effectuer en cas de coupure prolongée d'électricité par son personnel ou/et le prestataire chargé du gardiennage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de différents moyens (onduleurs, batteries, moteur diesel) pour assurer la fourniture d'électricité ou le fonctionnement de certains équipements du site. La note technique précise les moyens à dispositions et les équipements secourus.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence des moyens suivants : les batteries des sirènes, le moteur diesels et le réservoir de gasoil associé (plein) ainsi que la batterie nécessaire à son démarrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

Constats :

L'établissement dispose de différents moyens (onduleurs, batteries, moteur diesel) pour assurer la fourniture d'électricité ou le fonctionnement de certains équipements du site. La note technique précise l'autonomie de certains équipements.

Ce point est complété en partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la maintenance des équipements et des moyens de secours liés est enregistrée dans la GMAO. L'exploitant a présenté :

- le dernier rapport de vérification de la SSI par Siemens le 30/10/2025. Le rapport précise qu'un remplacement des batteries a été effectué ;
- le dernier rapport de contrôle du système d'extinction automatique par Geniwatt le 09/07/2025, avec le remplacement des batteries de l'automatisme ;
- le dernier rapport de vérification des sirènes par Polytech le 14/11/2025, avec vérification de la tension des batteries.

Les onduleurs, qui ne sont pas liés à des fonctions de sécurité, ne font pas l'objet de test.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026 »

Constats :

Compte tenu des constats précédents, il n'est pas attendu de travaux pour la mise en conformité avec l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Sans suite